Arrêtons Netanyahou avant qu'il ne nous tue tous

Partage international nº 443 – Juillet 2025

par Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares

Nous pourrions bientôt voir plusieurs puissances nucléaires s'affronter et entraîner le monde vers l'anéantissement nucléaire.

Depuis près de trente ans, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahou plonge le Moyen-Orient dans la guerre et la destruction. Cet homme est une véritable poudrière de violence. Au cours de toutes les guerres qu'il a menées, Netanyahou a toujours rêvé de renverser le gouvernement iranien. Sa guerre tant attendue, qui vient d'être lancée, pourrait bien nous entraîner tous dans un Armageddon nucléaire.

L'obsession de B. Netanyahou pour la guerre remonte à ses mentors extrémistes, Zeev Jabotinsky, Yitzhak Shamir et Menahem Begin. Cette ancienne génération croyait que les sionistes devaient recourir à toute la violence (guerres, assassinats, terrorisme) nécessaire pour parvenir à leurs fins et éliminer toute revendication palestinienne sur leur patrie.

Les fondateurs du mouvement politique de M. Netanyahou, le Likoud, appelaient au contrôle sioniste exclusif de l'ensemble de la Palestine sous mandat britannique. Au début de ce mandat, au début des années 1920, les Arabes musulmans et chrétiens constituaient 87 % de la population et possédaient dix fois plus de terres que la population juive. En 1948, les Arabes étaient encore environ deux fois plus nombreux que les Juifs. Néanmoins, la charte fondatrice du Likoud (1977) déclarait qu'*« entre la mer et le Jourdain, il n'y aura que la souveraineté israélienne »*. Le refrain désormais tristement célèbre *« du fleuve à la mer »*, qualifié d'antisémite, s'avère être le cri de ralliement anti-palestinien du Likoud.

Le défi pour le Likoud était de poursuivre ses objectifs maximalistes malgré leur illégalité flagrante au regard du droit international et de la morale, qui appellent tous deux à une solution à deux Etats.

La guerre comme stratégie

En 1996, B. et ses conseillers américains ont élaboré une stratégie de *« rupture nette »*. Ils préconisaient qu'Israël ne se retire pas des territoires palestiniens conquis lors de la guerre de 1967 en échange d'une paix régionale. Au contraire, Israël remodèlerait le Moyen-Orient à sa guise. Point crucial, cette stratégie envisageait que les Etats-Unis en soient le principal bras armé, ceci en menant des guerres pour démanteler les gouvernements de la région opposés à la domination israélienne sur la Palestine. Les Etats-Unis étaient ainsi appelés à mener des guerres pour le compte d'Israël.

Cette stratégie de la rupture nette a été mise en œuvre avec succès par les Etats-Unis et Israël après le 11 Septembre. Comme l'a révélé le commandant suprême de l'Otan, le général Wesley Clark, peu après le 11 Septembre, les Etats-Unis prévoyaient *« d'attaquer et de détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Iran »*.

La première de ces guerres, début 2003, visait à renverser le gouvernement irakien. Les guerres ultérieures ont été retardées, les Etats-Unis s'étant embourbés en Irak. Malgré cela, les Etats-Unis ont soutenu la scission du Soudan en 2005, l'invasion du Liban par Israël en 2006 et l'incursion de l'Ethiopie en Somalie la même année. En 2011, l'administration Obama a lancé l'opération *Timber Sycamore* de la CIA contre la Syrie et, avec le Royaume-Uni et la France, a renversé le gouvernement libyen par une campagne de bombardements. Aujourd'hui, ces pays sont en ruines et nombre d'entre eux sont en proie à des guerres civiles.

B. Netanyahou était un fervent défenseur de ces guerres choisies, en public comme en coulisses, aux côtés de ses alliés néoconservateurs au sein du gouvernement américain, dont Paul Wolfowitz, Douglas Feith, Victoria Nuland, Hillary Clinton, Joe Biden, Richard Perle, Elliott Abrams et d'autres.

Témoignant devant le Congrès américain en 2002, M. Netanyahou a plaidé en faveur de la guerre désastreuse en Irak, déclarant : *« Si vous éliminez Saddam, son régime, je vous garantis que cela aura d'énormes répercussions positives sur la région. »* Il a poursuivi : *« Et je pense que les Iraniens, les jeunes*

et bien d'autres, diront que l'époque de tels régimes, de tels despotes, est révolue. » Il a également faussement déclaré au Congrès : « *Il ne fait aucun doute que Saddam cherche à développer des armes nucléaires, qu'il y travaille et qu'il progresse dans ce sens.* » Le mot d'ordre de ces guerres est : « *Bâtir un nouveau Moyen-Orient* » est le slogan de ces guerres. Initialement lancé en 1996 avec la « *rupture nette* », il a été popularisé par la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice en 2006. Alors qu'Israël bombardait brutalement le Liban, C. Rice a déclaré : « *Ce que nous voyons ici, en un sens, c'est la naissance d'un nouveau Moyen-Orient, et quoi que nous fassions, nous devons être certains de progresser vers ce nouveau Moyen-Orient et non de revenir à l'ancien.* »

En septembre 2023, B. Netanyahou a présenté à l'Assemblée générale des Nations unies une carte du « *Nouveau Moyen-Orient* » effaçant complètement tout Etat palestinien. En septembre 2024, il a développé son point de vue en montrant deux cartes : une partie du Moyen-Orient, dénommée une « *bénédiction* », et l'autre, incluant le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran, « *malédiction* », car il prônait un changement de régime dans ces derniers pays.

Aujourd'hui, la guerre d'Israël contre l'Iran est la dernière étape d'une stratégie vieille de plusieurs décennies. Nous assistons à l'aboutissement de décennies de manipulation de la politique étrangère américaine par un sionisme extrémiste.

L'attaque israélienne contre l'Iran repose sur l'affirmation que l'Iran est sur le point d'acquérir l'arme nucléaire. Une telle affirmation est absurde, car l'Iran a appelé à plusieurs reprises à des négociations précisément pour éliminer l'option nucléaire en échange de la fin de décennies de sanctions américaines.

Depuis 1992, B. Netanyahou et ses partisans affirment que l'Iran deviendra une puissance nucléaire « *dans quelques années* ». En 1995, les responsables israéliens et leurs soutiens américains ont annoncé un calendrier de cinq ans. En 2003, le directeur du renseignement militaire israélien a déclaré que l'Iran serait une puissance nucléaire « *d'ici l'été 2004* ». En 2005, le chef du Mossad a déclaré que l'Iran pourrait fabriquer la bombe en moins de trois ans. En 2012, M. Netanyahou a déclaré aux Nations unies qu'il ne leur restait que quelques mois, voire quelques semaines, avant d'obtenir suffisamment d'uranium enrichi pour la première bombe. Et ainsi de suite.



Photo : Can Pac Swire from Toronto, Canada, CC BY-SA 2.0, via Wikimedia Commons

La guerre israélienne en Iran est le dernier mouvement d'une stratégie qui a cours depuis des dizaines d'années. Nous assistons au point culminant de la manipulation de la politique étrangère états-unienne par le sionisme extrémiste.

Peut-on encore négocier ?

Ces changements d'échéances, depuis plus de trente ans, témoignent d'une stratégie délibérée, et non d'un échec prophétique. Ces affirmations relèvent de la propagande : il existe toujours une « *menace existentielle* ». Plus important encore, B. Netanyahou affirme à tort que les négociations avec l'Iran sont vaines.

L'Iran a répété à plusieurs reprises qu'il ne voulait pas l'arme nucléaire et qu'il était prêt depuis longtemps à négocier. En octobre 2003, le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a émis une fatwa interdisant la production et l'utilisation d'armes nucléaires, une décision officiellement citée par l'Iran lors d'une réunion de l'AIEA à Vienne en août 2005 et qualifiée depuis d'obstacle religieux et juridique au développement de l'arme nucléaire.

Même pour ceux qui doutent des intentions de l'Iran, ce pays a toujours plaidé en faveur d'un accord négocié, soutenu par une vérification internationale indépendante. En revanche, le lobby sioniste s'est opposé à tout accord de ce type, exhortant les Etats-Unis à maintenir les sanctions et à rejeter les accords qui autoriseraient une surveillance stricte de l'AIEA en échange de leur levée.

En 2016, l'administration Obama, en collaboration avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Chine et la Russie, a conclu un Plan d'action global conjoint (PAGC) avec l'Iran, accord historique visant

à surveiller strictement le programme nucléaire iranien en échange d'un allègement des sanctions. Pourtant, sous la pression incessante de B. Netanyahou et du lobby sioniste, le président Trump s'est retiré de l'accord en 2018. Comme on pouvait s'y attendre, lorsque l'Iran a réagi en augmentant son enrichissement d'uranium, il a été accusé d'avoir violé un accord que les Etats-Unis eux-mêmes avaient abandonné. Le deux poids, deux mesures et la propagande sont difficiles à cacher.

Le 11 avril 2021, le Mossad israélien a attaqué les installations nucléaires iraniennes de Natanz. Suite à cette attaque, le 16 avril, l'Iran a annoncé qu'il augmenterait encore son enrichissement d'uranium, comme moyen de pression, tout en appelant à plusieurs reprises à la reprise des négociations sur un accord similaire au PAGC. L'administration Biden a rejeté toute négociation de ce type.

Au début de son second mandat, D. Trump a accepté d'ouvrir de nouvelles négociations avec l'Iran. L'Iran s'est engagé à renoncer à l'arme nucléaire et à se soumettre aux inspections de l'AIEA, mais s'est réservé le droit d'enrichir de l'uranium à des fins civiles. L'administration Trump a semblé accepter ce point, mais est ensuite revenue sur sa position. Depuis, cinq cycles de négociations ont eu lieu, les deux parties faisant état de progrès à chaque fois.

Le sixième cycle devait officiellement avoir lieu le dimanche 15 juin. Au lieu de cela, Israël a lancé une guerre préventive contre l'Iran le 12 juin. D. Trump a confirmé que les Etats-Unis avaient été informés de l'attaque, alors même que son administration parlait publiquement des négociations à venir.

L'attaque israélienne a eu lieu non seulement au milieu de négociations qui progressaient, mais aussi quelques jours avant une conférence des Nations Unies sur la Palestine qui aurait fait avancer la cause de la solution à deux Etats. Cette conférence a maintenant été reportée.

L'attaque israélienne contre l'Iran menace désormais de dégénérer en une guerre ouverte qui associerait les Etats-Unis et l'Europe à Israël, et la Russie, et peut-être le Pakistan, à l'Iran. Nous pourrions bientôt voir plusieurs puissances nucléaires s'affronter, entraînant le monde vers l'anéantissement nucléaire. L'Horloge de l'Apocalypse est à 89 secondes de minuit, soit le moment le plus proche d'un armageddon nucléaire depuis son lancement en 1947.

Au cours des trente dernières années, B. Netanyahou et ses soutiens américains ont détruit ou déstabilisé un territoire de 4 000 km de long, s'étendant de l'Afrique du Nord à la Corne de l'Afrique, en Méditerranée orientale et en Asie occidentale. Leur objectif était de bloquer la création d'un Etat palestinien en renversant les gouvernements qui soutiennent la cause palestinienne. Le monde mérite mieux que cet extrémisme. Plus de 180 pays membres de l'Onu ont appelé à la solution à deux États et à la stabilité régionale. Cela est plus logique que de laisser Israël mener le monde au bord de l'apocalypse nucléaire pour atteindre des objectifs illégaux et extrémistes.

Auteur : Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares, Jeffrey D. Sachs : professeur de développement durable ainsi que de politiques de santé publique à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis). Sybil Fares : spécialiste en politiques Moyen-Orientales et de développement durable auprès du Réseau de solutions pour le développement durable de l'Onu.
Sources : commondreams.org
Thématiques : politique
Rubrique : Divers